

**WORLD TRADE ORGANIZATION**

**ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE**

**ORGANIZACIÓN MUNDIAL DEL COMERCIO**

**IP/N/1/FRA/I/1/Add.1**

**30 June 1997**

**(97-2679)**

**Council for Trade-Related Aspects  
of Intellectual Property Rights**

**Original: French/  
français/  
francés**

**MAIN DEDICATED INTELLECTUAL PROPERTY LAWS AND REGULATIONS  
NOTIFIED UNDER ARTICLE 63.2 OF THE AGREEMENT**

**France**

**Addendum**

The present document reproduces<sup>1</sup> Law No. 96-1106 of 18 December 1996 amending the Intellectual Property Code pursuant to the Agreement Establishing the World Trade Organization, which was communicated to the Secretariat by the French Delegation on 27 May 1997.

Law No. 96-1106 is relevant with respect to several areas of intellectual property law, including the part of the Intellectual Property Code which was notified in relation to copyright and related rights and distributed in IP/N/1/FRA/C/1.

**Conseil des aspects des droits de propriété  
intellectuelle qui touchent au commerce**

**PRINCIPALES LOIS ET REGLEMENTATIONS CONSACREES A LA PROPRIETE  
INTELLECTUELLE NOTIFIEES AU TITRE DE L'ARTICLE 63:2 DE L'ACCORD**

**France**

**Addendum**

Le présent document contient le texte<sup>1</sup> de la Loi n° 96-1106 du 18 décembre 1996 modifiant le Code de la propriété intellectuelle en application de l'Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce, que la délégation française a communiqué au Secrétariat le 27 mai 1997.

La Loi n° 96-1106 est pertinente dans plusieurs domaines de la législation sur la propriété intellectuelle, y compris la partie du Code de la propriété intellectuelle qui a été notifiée dans le contexte de la législation sur le droit d'auteur et les droits connexes et distribuée sous la cote IP/N/1/FRA/C/1.

**Consejo de los Aspectos de los Derechos de Propiedad  
Intellectual relacionados con el Comercio**

**PRINCIPALES LEYES Y REGLAMENTOS DEDICADOS A LA PROPIEDAD INTELECTUAL  
NOTIFICADOS EN VIRTUD DEL PÁRRAFO 2 DEL ARTÍCULO 63 DEL ACUERDO**

**Francia**

**Addendum**

En el presente documento se reproduce<sup>1</sup> la Ley N° 96-1106, de 18 de diciembre de 1996, que modifica el Código de la Propiedad Intelectual de conformidad con el Acuerdo por el que se establece la Organización Mundial del Comercio, que fue comunicada a la Secretaría por la delegación francesa el 27 de mayo de 1997.

La Ley N° 96-1106 está relacionada con varias esferas del derecho de la propiedad intelectual, con inclusión de la parte del Código de la Propiedad Intelectual que fue notificada en relación con el derecho de autor y derechos conexos y distribuida en el documento IP/N/1/FRA/C/1.

<sup>1</sup>French only/français seulement/francés solamente.

## LOIS

**LOI n° 96-1106 du 18 décembre 1996 modifiant le code de la propriété intellectuelle en application de l'accord instituant l'Organisation mondiale du commerce (1)**

NOR : INDX9500156L

L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Art. 1<sup>er</sup>. – L'article L. 112-3 du code de la propriété intellectuelle est ainsi rédigé :

« Art. L. 112-3. – Les auteurs de traductions, d'adaptations, transformations ou arrangements des œuvres de l'esprit jouissent de la protection instituée par le présent code sans préjudice des droits de l'auteur de l'œuvre originale. Il en est de même des auteurs d'anthologies ou de recueils d'œuvres ou de données diverses qui, par le choix ou la disposition des matières, constituent des créations intellectuelles. »

Art. 2. – Dans le troisième alinéa de l'article L. 611-1 du code de la propriété intellectuelle, les mots : « Sans préjudice de l'application des dispositions de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle, » sont remplacés par les mots : « Sous réserve des dispositions des conventions internationales auxquelles la France est partie, ».

Art. 3. – Dans l'article L. 611-12 du code de la propriété intellectuelle, après les mots : « Union de Paris », sont insérés les mots : « ou de l'Organisation mondiale du commerce ».

Art. 4. – Le deuxième alinéa de l'article L. 613-7 du code de la propriété intellectuelle est ainsi rédigé :

« Le droit reconnu par le présent article ne peut être transmis qu'avec le fonds de commerce, l'entreprise ou la partie de l'entreprise auquel il est attaché. »

Art. 5. – L'article L. 613-11 du code de la propriété intellectuelle est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Pour l'application du présent article, l'importation de produits objets de brevets fabriqués dans un Etat partie à l'accord instituant l'Organisation mondiale du commerce est considérée comme une exploitation de ce brevet. »

Art. 6. – L'article L. 613-13 du code de la propriété intellectuelle est ainsi rédigé :

« Art. L. 613-13. – Les licences obligatoires et les licences d'office sont non exclusives. Les droits attachés à ces licences ne peuvent être transmis qu'avec le fonds de commerce, l'entreprise ou la partie de l'entreprise auquel ils sont attachés. »

Art. 7. – Au deuxième alinéa de l'article L. 613-12 et au cinquième alinéa de l'article L. 613-18 du code de la propriété intellectuelle, les mots : « ne peut être que non exclusive ; elle » sont supprimés.

Art. 8. – Le deuxième alinéa de l'article L. 613-15 du code de la propriété intellectuelle est ainsi rédigé :

« Le tribunal de grande instance peut, le ministère public entendu, accorder, dans l'intérêt public, sur sa demande, qui ne peut être antérieure à l'expiration du délai prévu à l'article L. 613-11, une licence au titulaire du brevet de per-

fectionnement dans la mesure nécessaire à l'exploitation de l'invention qui fait l'objet de ce brevet, et pour autant que l'invention, objet du brevet de perfectionnement, présente à l'égard du brevet antérieur un progrès technique et un intérêt économique importants. La licence accordée au titulaire du brevet de perfectionnement ne peut être transmise qu'avec ledit brevet. Le propriétaire du premier brevet obtient, sur requête présentée au tribunal, la concession d'une licence sur le brevet de perfectionnement. »

Art. 9. – Il est inséré, après l'article L. 613-19 du code de la propriété intellectuelle, un article L. 613-19-1 ainsi rédigé :

« Art. L. 613-19-1. – Si le brevet a pour objet une invention dans le domaine de la technologie des semi-conducteurs, une licence obligatoire ou d'office ne peut être accordée que pour une utilisation à des fins publiques non commerciales ou pour remédier à une pratique déclarée anti-concurrentielle à la suite d'une procédure juridictionnelle ou administrative. »

Art. 10. – Il est inséré, après l'article L. 615-5 du code de la propriété intellectuelle, un article L. 615-5-1 ainsi rédigé :

« Art. L. 615-5-1. – Si le brevet a pour objet un procédé d'obtention d'un produit, le tribunal pourra ordonner au défendeur de prouver que le procédé utilisé pour obtenir un produit identique est différent du procédé breveté. Faute pour le défendeur d'apporter cette preuve, tout produit identique fabriqué sans le consentement du titulaire du brevet sera présumé avoir été obtenu par le procédé breveté dans les deux cas suivants :

« a) Le produit obtenu par le procédé breveté est nouveau ;

« b) La probabilité est grande que le produit identique a été obtenu par le procédé breveté, alors que le titulaire du brevet n'a pas pu, en dépit d'efforts raisonnables, déterminer quel procédé a été en fait utilisé. »

« Dans la production de la preuve contraire, sont pris en considération les intérêts légitimes du défendeur pour la protection de ses secrets de fabrication et de commerce. »

Art. 11. – Dans le *a* de l'article L. 622-2 du code de la propriété intellectuelle, les mots : « Etat membre de la Communauté européenne ou d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen » sont remplacés par les mots : « Etat partie à l'accord instituant l'Organisation mondiale du commerce ».

Art. 12. – Le *a* de l'article L. 711-3 du code de la propriété intellectuelle est complété par les mots : « ou par le paragraphe 2 de l'article 23 de l'annexe 1 C à l'accord instituant l'Organisation mondiale du commerce ».

Art. 13. – L'article L. 712-11 du code de la propriété intellectuelle est ainsi rédigé :

« Art. L. 712-11. – Sous réserve des dispositions des conventions internationales auxquelles la France est partie, l'étranger qui n'est ni établi ni domicilié sur le territoire national bénéficie des dispositions du présent livre aux conditions qu'il justifie avoir régulièrement déposé la marque ou obtenu son enregistrement dans le pays de son domicile ou de son établissement et que ce pays accorde la réciprocité de la protection aux marques françaises. »

Art. 14. – A l'article L. 712-12 du code de la propriété intellectuelle, les mots : « Lorsque le demandeur ne peut

prétendre au bénéfice de cette convention, » sont remplacés par les mots : « Sous réserve des dispositions des conventions internationales auxquelles la France est partie, ».

Art. 15. – La présente loi est applicable aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 18 décembre 1996.

JACQUES CHIRAC

Par le Président de la République :

*Le Premier ministre,*

ALAIN JUPPÉ

*Le garde des sceaux, ministre de la justice,*

JACQUES TOUBON

*Le ministre des affaires étrangères,*

HERVÉ DE CHARETTE

*Le ministre de la culture,*

PHILIPPE DOUSTE-BLAZY

*Le ministre de l'industrie, de la poste  
et des télécommunications,*

FRANCK BOROTRA

*Le ministre délégué à l'outre-mer,*

JEAN-JACQUES DE PERETTI

(1) *Travaux préparatoires* : loi n° 96-1106.

*Sénat :*

Projet de loi n° 103 (1995-1996) ;

Rapport de M. Charles Jolibois, au nom de la commission des lois, n° 359 (1995-1996) ;

Discussion et adoption le 1<sup>er</sup> octobre 1996.

*Assemblée nationale :*

Projet de loi, adopté par le Sénat, n° 3001 ;

Rapport de M. Michel Hunault, au nom de la commission des lois, n° 3183 ;

Discussion et adoption le 11 décembre 1996.

# LOI n° 96-1107 du 18 décembre 1996 améliorant la protection des acquéreurs de lots de copropriété (1)

NOR : EQUX9601733L

L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Art. 1<sup>er</sup>. – I. – L'article 46 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis est ainsi rétabli :

« Art. 46. – Toute promesse unilatérale de vente ou d'achat, tout contrat réalisant ou constatant la vente d'un lot ou d'une fraction de lot mentionne la superficie de la partie privative de ce lot ou de cette fraction de lot. La nullité de l'acte peut être invoquée sur le fondement de l'absence de toute mention de superficie.

« Cette superficie est définie par le décret en Conseil d'Etat prévu à l'article 47.

« Les dispositions du premier alinéa ci-dessus ne sont pas applicables aux caves, garages, emplacements de stationnement ni aux lots ou fractions de lots d'une superficie inférieure à un seuil fixé par le décret en Conseil d'Etat prévu à l'article 47.

« Le bénéficiaire en cas de promesse de vente, le promettant en cas de promesse d'achat ou l'acquéreur peut intenter l'action en nullité, au plus tard à l'expiration d'un délai d'un mois à compter de l'acte authentique constatant la réalisation de la vente.

« La signature de l'acte authentique constatant la réalisation de la vente mentionnant la superficie de la partie privative du lot ou de la fraction de lot entraîne la déchéance du

droit à engager ou à poursuivre une action en nullité de la promesse ou du contrat qui l'a précédé, fondée sur l'absence de mention de cette superficie.

« Si la superficie est supérieure à celle exprimée dans l'acte, l'excédent de mesure ne donne lieu à aucun supplément de prix.

« Si la superficie est inférieure de plus d'un vingtième à celle exprimée dans l'acte, le vendeur, à la demande de l'acquéreur, supporte une diminution du prix proportionnelle à la moindre mesure.

« L'action en diminution du prix doit être intentée par l'acquéreur dans un délai d'un an à compter de l'acte authentique constatant la réalisation de la vente, à peine de déchéance. »

II. – Dans le premier alinéa de l'article 43 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 précitée, les mots : « et 42 » sont remplacés par les mots : « , 42 et 46 ».

Art. 2. – La présente loi est applicable dans les territoires d'outre-mer et à Mayotte.

Art. 3. – La présente loi entre en vigueur au terme d'un délai de six mois à compter de sa promulgation.

Elle n'est pas applicable aux actes authentiques constatant dans les six mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente loi une vente réalisée antérieurement à cette entrée en vigueur ou intervenant à la suite d'une promesse unilatérale de vente ou d'achat dont la date est antérieure à cette entrée en vigueur, ni aux décisions judiciaires constatant une vente réalisée antérieurement à cette entrée en vigueur.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 18 décembre 1996.

JACQUES CHIRAC

Par le Président de la République :

*Le Premier ministre,*

ALAIN JUPPÉ

*Le garde des sceaux, ministre de la justice,*

JACQUES TOUBON

*Le ministre de l'équipement, du logement,  
des transports et du tourisme,*

BERNARD PONS

*Le ministre délégué à l'outre-mer,*

JEAN-JACQUES PERETTI

*Le ministre délégué au logement,*

PIERRE-ANDRÉ PÉRISSOL

(1) *Travaux préparatoires* : loi n° 96-1107.

*Assemblée nationale :*

Proposition de loi n° 2432 ;

Rapport de M. Jean-Luc Warsmann, au nom de la commission des lois, n° 2706 ;

Discussion et adoption le 18 avril 1996.<sup>2</sup>

*Sénat :*

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale en première lecture, n° 320 (1995-1996) ;

Rapport de M. François Blaizot, au nom de la commission des lois, n° 473 (1995-1996) ;

Discussion et adoption le 22 octobre 1996.

*Assemblée nationale :*

Proposition de loi, modifiée par le Sénat, n° 3051 ;

Rapport de M. Jean-Luc Warsmann, au nom de la commission des lois, n° 3214 ;

Discussion et adoption le 10 décembre 1996.